

**Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne**

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Le 2 juillet, réuni à Toulouse sous la présidence de Martin Malvy, le comité de bassin a adopté le [plan d'adaptation au changement climatique du bassin Adour-Garonne \(PACC\)](#). « Ce plan n'est pas une fin en soi, il a vocation à faire évoluer les pratiques et les stratégies. Il faudra activer tous les leviers, c'est la combinaison des mesures qui nous permettra de répondre à tous les enjeux du bassin » a précisé Martin Malvy. Le plan propose une série de mesures aux acteurs politiques et socio-économiques pour s'adapter aux effets particulièrement prégnants du changement climatique sur l'eau du Sud-Ouest. Le Préfet coordonnateur de bassin Pascal Mailhos a souligné que « l'urgence est d'abord à l'action. C'est l'inaction qui nous sera reprochée, pas l'action ».

En Adour Garonne, afin de faciliter l'appropriation des enjeux et du plan, il a été choisi de le co-construire via un groupe de travail constitué de membres des instances de bassin représentant les différents usages dont les APNE, accompagnés des 2 régions et de 2 représentants du Conseil Scientifique de bassin. Ainsi ce plan tente de concilier les différentes visions et mesures d'adaptation au changement climatique qui bien souvent opposent les acteurs du bassin : stocker l'eau pour sécuriser et développer les usages et réduire notre impact sur les écosystèmes aquatiques et humides (restauration, préservation, réduction des pollutions et rejets à la source et des prélèvements...).

Ce plan présente des mesures innovantes, et d'autres plus contestables selon nous. Il souligne l'ampleur des défis à relever par rapport à la rapidité du changement climatique et de ses conséquences sur les milieux et les activités humaines. Certaines des mesures nous apparaissent comme de fausses bonnes solutions, telles celles misant sur de nouveaux stockages de l'eau dans des ouvrages collectifs dédiés au soutien d'étiage et qui ont provoqué les critiques et réticences des APNE par crainte qu'elles entérinent des pratiques qu'il est justement nécessaire de faire évoluer. Mais le PACC intègre de nombreuses mesures qui ne peuvent qu'avoir le soutien des APNE pour exemple : miser sur la nature et renforcer la résilience des milieux aquatique et humides ; des sols vivants ; la diversité des paysages ; la reconquête d'espaces naturels pour la protections risques naturels ; la réduction à la source des pollutions et rejets et l'accélération de la transformation de l'agriculture. Il nous faut aller vers un modèle de gestion de l'eau et de pratiques plus sobre. C'est ce que nous souhaitons voir porter au travers de ce plan.

La suite : définition d'indicateurs de suivi, mise en place d'un comité de suivi à l'échelle bassin, grand plan médiatique à destination du grand public, percolation auprès des décideurs territoriaux via les forums de l'eau notamment, intégration au prochain SDAGE-PDM, ...



Revue de presse

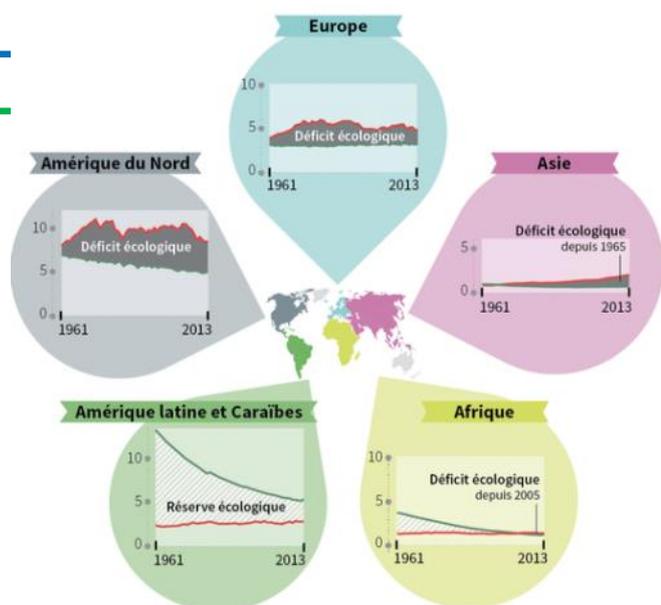
ZOOM biodiversité

Le déclin massif de la biodiversité menace l'humanité—L'érosion continue de la vie sauvage met en danger les conditions de vie des populations, alertent les experts mondiaux de l'IPBES, le « GIEC de la biodiversité ». (lemonde.fr—23/03/2018)

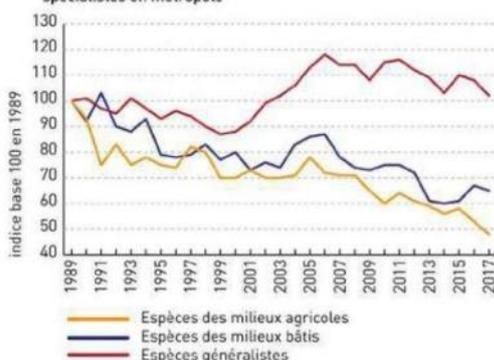
Biodiversité : la France dépassera-t-elle les beaux discours ? - Hulot s'enflamme à l'Assemblée, Macron se pose en leader mondial de la biodiversité : le grand plan annoncé ce vendredi à Marseille se veut ambitieux. Malgré quelques incohérences... (liberation.fr—17/05/2018)

Bruno David : «On ne pourra pas toujours s'en tirer, il n'y a pas de planète B» - Il y a dix ans, on était réveillé par les oiseaux, plus aujourd'hui. Un constat parmi mille autres de l'extinction majeure des espèces qui bouleverse la planète de façon irréversible. Le naturaliste Bruno David, président du Muséum d'histoire naturelle, s'alarme. (liberation.fr—17/05/2018)

15 espèces communes en voie de disparition—Abeille domestique, Martin-pêcheur, Alouette des champs, Pipistrelle, Ver de terre, Déesse précieuse (libellule), Grand hamster d'Alsace, Lapin de garenne, Cachalot, Vipère péliade, Zones humides, Saxifrage œil-de-bouc, Anguille d'Europe, Hérisson, Tiare Apetahi. (liberation.fr—17/05/2018)



► Évolution de l'abondance des populations d'oiseaux communs spécialistes en métropole



Oiseaux, chauves-souris et saumons en très fort déclin en France—Selon le bilan 2018 de l'Observatoire national de la biodiversité, 180 000 espèces sont en danger, notamment en raison de l'usage de pesticides et de l'artificialisation des sols. (lemonde.fr—18/06/2018)

→ [Télécharger le bilan 2018 de l'Observatoire national de la biodiversité](#)

Lancement de l'opération de sensibilisation à la biodiversité (AFB) - Le 22 mai 2018, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) lance une opération de sensibilisation à la biodiversité, sur le web et les réseaux sociaux. Cette opération est le prélude à des campagnes de plus grande envergure qui seront menées dans les années à venir. Elle se déroulera sur quatre mois, du 22 mai à la mi-septembre 2018, et a pour objectif : d'expliquer ce qu'est la biodiversité ; de montrer en quoi elle nous est indispensable ; d'illustrer les interdépendances entre milieux et espèces. L'opération s'appuie, entre autres, sur une plateforme web présentant les enjeux, menaces, solutions, mesures de protection ou encore actions existantes. DECOUVREZ : www.biodiversitweb.fr



Taxe GEMAPI : Plaidoyer pour une vraie taxe environnementale— Cette semaine, ce sont les inondations qui ont retenu l'attention du Club Finances, mais surtout la façon dont la fiscalité devrait s'adapter à ces nouveaux aléas qui pénalisent durement les territoires concernés. N'y aurait-il pas une opportunité d'adapter les moyens aux besoins avec la réforme fiscale en cours ? (lagazettedescommunes.com—15/6/2018)

Ressources en eau : le député Adrien Morenas remet son rapport— Le député LREM Adrien Morenas, président-rapporteur de la mission d'information parlementaire sur la ressource en eau, a remis son rapport le 22 juin. Parmi ses 50 propositions : "l'autorisation très rapide de la réutilisation de l'eau usée pour les usages non liés à la consommation humaine". Il propose aussi "l'établissement d'un plan national de préparation au changement climatique (comme l'a fait la Corse) intégrant la question du soutien des étiages dans une optique environnementale". "Le rôle essentiel des retenues d'eau doit y être affirmé", insiste-t-il dans un communiqué. Autre proposition : permettre aux États de l'UE d'interdire l'importation de produits agricoles ayant subi des traitements interdits dans le pays. Les pistes de ce rapport seront présentées à Nicolas Hulot le 10 juillet prochain. (anjou-agricole.com—25/06/2018)



—> [Vidéo de présentation du rapport à la commission développement durable de l'Assemblée Nationale](#)

—> [Accéder au rapport d'information sur la ressource en eau](#)



Les polluants agricoles menacent l'eau— Selon un [rapport](#) que vient de publier, le 20 juin, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la pollution de l'eau liée à des pratiques agricoles non durables menace la santé humaine et les écosystèmes de la planète. Un phénomène que sous-estiment souvent les décideurs politiques et les agriculteurs dénonce la FAO. (environnement-magazine.fr—26/06/2018)

Deux-Sèvres Retenues d'eau : sauf consensus, la Région ne financera pas— Après des mois à camper sur leurs positions, les pro et anti-réserves de substitution sur le bassin de la Sèvre niortaise ont repris le chemin des négociations, ce jeudi, à la faveur d'une réunion plénière organisée par la préfecture des Deux-Sèvres. « Pour autant, si l'on veut que l'intérêt général du territoire prime, il y a encore beaucoup de travail avant de trouver un possible consensus. » Or, seul un terrain d'entente permettra aux 230 exploitations de la Coop de l'eau 79 d'entretenir l'espoir d'un financement de la Nouvelle-Aquitaine. (courrierdelouest.fr—26/06/2018) [RAPPEL position associative locale](#)



60% des eaux douces de l'Union Européenne en mauvais état écologique— Les eaux douces les plus dégradées de l'Union Européenne se trouvent en Europe centrale. Et plus précisément en Allemagne, en Belgique ou aux Pays-Bas. Globalement, les pays où la densité de la population est forte et où l'agriculture est intensive ont les eaux les plus médiocres, selon un rapport publié mardi par l'Agence européenne de l'environnement (AEE). "Le Bureau Européen de l'Environnement (ONG dont FNE fait partie) appelle tous les gouvernements de l'UE à protéger les habitats et espèces aquatiques en s'attaquant aux principales causes de la mauvaise qualité de l'eau, y compris l'expansion des barrages hydroélectriques, le détournement des rivières, la remise en état des terres et la contamination chimique résultant du ruissellement des engrais", a plaidé l'association dans un communiqué. (lexpress.fr—03/07/2018)



Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr

ZOOM sur les Assises de l'eau

Assises de l'eau : les Canalisateurs formulent des propositions—Dans le cadre des Assises de l'eau, lancées par le gouvernement le 24 avril dernier, l'organisation professionnelle des Canalisateurs formule des propositions pour « apporter sur le terrain les solutions concrètes et pérennes d'une bonne gestion patrimoniale des réseaux ». (environnement-magazine.fr—11/06/2018)



Assises de l'eau : Les XIèmes programmes pourraient jouer les prolongations—L'élaboration des XIèmes programmes des agences de l'eau gagnerait à se baser sur les conclusions des Assises en cours, annoncées pour le 17 juillet. A plus forte raison si le budget des agences s'avérait moins élagué que ne l'a annoncé le gouvernement, fin 2017. Le sujet sera âprement débattu dans les prochaines semaines. L'idée est que les programmes d'intervention des six agences, devant initialement courir de 2019 à 2024, intègrent les conclusions des Assises, attendues le 17 juillet. L'exécutif annoncera alors un nouveau « mix » de financements, publics et privés, des services d'eau et d'assainissement. Portée par le président du comité de bassin Loire-Bretagne, Thierry Burlot, la proposition de report a l'appui du coordonnateur des Assises, Jean Launay. (environnement-magazine.fr—13/06/2018)



Assises de l'eau : les opérateurs publics veulent garder la main sur leurs investissements—Alors que le premier volet des Assises de l'eau, consacré au petit cycle de l'eau, sera clôturé le 17 juillet prochain, France eau publique, qui réunit 70 opérateurs publics de l'eau, intervient dans le débat. Pour la branche eau de la FNCCR, la gestion de l'eau ne se résume pas au simple remplacement des canalisations. L'eau, c'est d'abord une ressource qui se gère à l'échelle locale. « Petit et grand cycle de l'eau sont liés et interdépendants. La ressource en eau constitue le premier patrimoine des services publics de l'eau et de l'assainissement ». « il faudrait à l'inverse financer les nouvelles missions des agences [de l'eau] et l'AFB [Agence française de la biodiversité] par de nouvelles ressources », comme l'augmentation et l'élargissement des redevances pour pollutions diffuses, ou encore la création de redevances sur les atteintes à la biodiversité. (environnement-magazine.fr—03/07/2018)



Documents – réglementation



Nitrates : le ministère de la Transition écologique propose un nouveau dispositif de surveillance—Le ministère de la Transition écologique soumet à consultation jusqu'au 17 juin prochain un nouveau dispositif réglementaire de surveillance de l'azote composé d'un décret et de deux arrêtés. (actu-environnement.com—05/06/2018)

Compétences eau et assainissement : l'Assemblée revient au texte initial—En nouvelle lecture à l'Assemblée, les députés ont rétabli leur version de la proposition relative à la mise en oeuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes. (actu-environnement.com—18/06/2018)

De l'intérêt d'utiliser l'eau de pluie—Le Cerema vient de publier un ouvrage sur « L'intérêt de l'utilisation de l'eau de pluie dans la maîtrise du ruissellement urbain ». Destiné aux collectivités, aux aménageurs et concepteurs de projets, il leur propose, à partir d'un panorama international, de porter un nouveau regard sur l'utilisation de l'eau de pluie pour mieux gérer les eaux pluviales. (environnement-magazine.fr—22/06/2018)

L'intérêt de l'utilisation de l'eau de pluie dans la maîtrise du ruissellement urbain
Les enseignements d'un panorama international



ICPE et sols pollués : l'Ineris publie un guide sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines—L'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) viennent de publier un [guide "pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux installations classées \(ICPE\) et sites pollués"](#). ([actu-environnement.com—18/06/2018](#))



Les échos du bassin

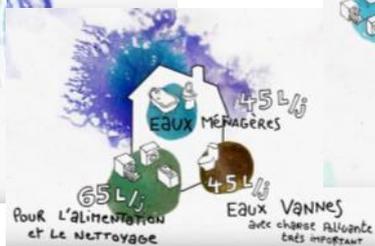
Ressource et qualité de l'eau dans la région : Martin Malvy tire la sonnette d'alarme—A l'initiative du gouvernement, les agences de l'Eau de la Métropole et d'Outre-mer organisent actuellement des "assises" dans chacun des grands Bassins. Celle d'Adour-Garonne s'est réunie, le mardi 19 juin, à Agen, sous la présidence de Martin Malvy. "Nous avons rendez-vous avec des défis sans précédents, en lien avec le réchauffement climatique" a-t-il notamment déclaré. Pour le président du comité de bassin, "l'opinion publique n'y est pas encore sensibilisée". "Quand cela viendra, il sera trop tard pour agir et il en coûtera beaucoup plus cher. Le moment n'est donc pas celui qu'il convient de choisir pour réduire les moyens des Agences, comme cela est actuellement le cas et comme cela est envisagé par le gouvernement pour les 5 ans qui viennent, en prélevant une partie des taxes que les consommateurs payent aux Agences sur leurs factures d'eau" a-t-il affirmé. ([ladepeche.fr—19/06/2018](#))



Assises de l'eau : 200 personnes réunies en Adour Garonne—Annoncées par le Président de la République lors du 100ème congrès des Maires de France, les Assises de l'eau ont eu lieu le 18 juin pour le bassin Adour-Garonne à l'invitation de l'agence de l'eau. Près de 250 élus et responsables de collectivités en charge de l'eau potable et de l'assainissement ont échangé sur l'état des lieux et les enjeux de notre territoire et sur les solutions techniques et financières qui pourraient être mobilisées pour la modernisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement. Synthèse de la journée et vidéo à l'écoute des élus du territoire : [ligne d'eau #86-juin2018](#).



Tous aquacitoyens, quand la bande dessinée s'anime—Coup de cœur du jury de la 7ème édition des Trophées de l'eau, organisés par l'Agence en 2017, la bande dessinée « Et si on pensait les villes et les bâtiments comme des écosystèmes ? », d'Adrien Clairet, [s'anime en vidéo](#).



La Région Occitanie adopte un plan d'intervention pour l'eau — La Région Occitanie, réunie le 22 juin dernier en assemblée plénière, a adopté un plan d'intervention pour l'eau. L'ambition de la Région est de mener une action exemplaire et innovante de gestion intégrée de l'eau. Le plan d'intervention pour l'eau adopté se compose d'un programme d'action et de trois dispositifs d'intervention financière. Il vise une gestion intégrée de l'eau : de la gestion durable de la ressource à la préservation et la restauration des milieux aquatiques en passant par la prévention et la réduction des risques d'inondation. La Région indique qu'elle « souhaite également favoriser les aménagements économes en eau, adaptés au climat, peu vulnérables aux inondations et optimiser le patrimoine naturel que constituent les milieux aquatiques régionaux ». Dans ce cadre, elle annonce soutenir des projets de recherche et la mise en œuvre d'opérations pilotes, en particulier sur les ressources alternatives comme la réutilisation des eaux usées ou la recharge artificielle des nappes. La Région s'engage ainsi « à promouvoir de bonnes pratiques » et annonce que le plan d'intervention prévoit « une utilisation des concessions hydrauliques du territoire comme zones d'expérimentation afin d'apporter des solutions et des modes de gestion plus vertueux ». (environnement-magazine.fr—25/06/2018)



L'estuaire de la Gironde a enregistré un important déficit d'eau douce en 2017—La base de données des 18 indicateurs des changements globaux sur l'estuaire de la Gironde, pilotée par le SMIDDEST dans le cadre du SAGE Estuaire, vient d'être actualisée. Destinés à orienter les décisions des instances de gestion de l'eau, ces indicateurs des changements globaux mis à jour sont consultables en ligne. Bilan 2017 : manque en eau douce et bouillon vaseux plus dense et étendu. (lignedeau#86—juin2018)

La vie du réseau

Cartographie des cours d'eau : retours de la formation en Ariège—Les 7 et 8 juin dernier, APRA le Chabot accueillait une trentaine de personnes au Vernet d'Ariège pour sa formation " intervenir sur la nouvelle cartographie des cours d'eau en Ariège et Occitanie". La première journée, en salle, a permis de faire un point juridique sur la notion de cours d'eau, un point sur la démarche pilotée par les DDT, d'illustrer l'impact des activités humaines sur le chevelu hydrographique et d'apprendre à reconnaître les espèces indicatrices des milieux aquatiques (faune, flore). La seconde journée était dédiée à l'opérationnel avec une présentation des outils cartographiques et fiches de recensement des écoulements, la démonstration de la préparation de visites de terrain puis la pratique via deux visites terrain et remplissage in situ de la fiche. Cette formation a été riche en échange et apprentissage, dans une ambiance très conviviale. Un grand merci aux organisateurs (APRA le Chabot) et intervenants (APRA le Chabot, FNE Midi-Pyrénées et l'ANA) !



Projets de territoire bassin Adour Garonne (gestion quantitative de l'eau) : retours journée d'échange associative—Le 13 juin une journée associative sur les "projets de territoire" a été organisée pour permettre aux représentants APNE du bassin Adour Garonne, participant à ces démarches, d'échanger sur l'avancement des projets, les difficultés rencontrées, les stratégies et propositions portées. Cette journée a permis de mettre en avant le fort investissement des associations (dense en réunions, travail préparatoire, analyses et propositions) dans ces démarches, leur volonté de dialoguer dans le respect et l'écoute, leur vigilance face à d'autres acteurs moins ouverts et leur gros travail de propositions notamment sur les alternatives au stockage (économies d'eau, optimisation du stockage existant, évolution des pratiques et assolements, réduction des pollutions...) et la préservation des milieux aquatiques et humides. Certaines de ces démarches aboutiront bientôt à un plan d'actions : Aume-Couture (17), Boutonne (16-79), Tescou (81-82), Midour (32-40). Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr



Nature 2050 : une réponse territoriale aux défis du climat, de la biodiversité et des sols - La Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, célébrée ce 17 juin, nous rappelle que 30 % des terres de la planète sont dégradés et ne sont plus ou difficilement exploitables. Il est temps d'agir. Le programme Nature 2050, auquel France Nature Environnement participe, apporte une réponse territoriale à cet enjeu global. [Explications.](#)



180 000 espèces en danger en France : comment le plan #Biodiv2020 peut stopper l'hécatombe ? - « Nous avons le pouvoir et le devoir d'inverser le déclin de la biodiversité, poison lent qui coule dans les veines de l'humanité » soulignait Nicolas Hulot en lançant la consultation publique sur le plan #Biodiv2020. Les Français.es ont largement répondu à cette consultation et attendent eux.elles aussi un sursaut d'indignation des pouvoirs publics pour (re) mettre notre pays en mouvement sur l'enjeu biodiversité. Mais alors, comment ce plan interministériel peut-il transformer l'indignation en action ? [France Nature Environnement propose cinq grands chantiers pour – enfin – stopper l'hécatombe.](#)



Réforme de la PAC : nos douze priorités—La plateforme Pour une autre PAC, dont France Nature Environnement fait partie, publie aujourd'hui ses douze priorités pour la réforme de la Politique Agricole Commune post 2020. Elle a également analysé les propositions législatives de la Commission européenne à l'aune de celles-ci. Le décalage entre les deux souligne notre désaccord avec les orientations souhaitées par la Commission. C'est une vraie réforme qu'il faut, pour le bénéfice de tous·tes les citoyen·ne·s et paysan·ne·s européen·ne·s ! [En savoir plus](#)



Agenda

- * **Toulouse (31)** - Formation « Connaitre les outils et ressources cartographiques en ligne et leur utilisation possible pour les APNE », 30 juin, organisée par FNE Midi-Pyrénées. *REPORTÉE A L'AUTOMNE*
- * **Toulouse (31)** - Comité de bassin Adour Garonne, 2 juillet, Hôtel de région Occitanie.
- * **Cugnaux (31)** - Visite de la plateforme du [projet SMS](#) (Séparation des Micropolluants à la Source), 5 juillet, organisée par Adict Solutions.
- * **Toulouse (31)** - Matinée d'échange APNE et BRGM Occitanie, 17 juillet, organisée par FNE Midi-Pyrénées.

